

**CONTRAT D'APPORT PARTIEL D'ACTIF ENTRE LA
SOCIETE JAPI ET LA SOCIETE 13 RUE DE L'ANCIENNE
COMEDIE (anciennement 17 BOULEVARD DES
CAPUCINES)**

ENTRE LES SOUSSIGNES

- la Société JAPI, SAS au capital de F 1 000 000, siège social : 13, rue de l'Ancienne Comédie, 75006 PARIS, RCS PARIS B 342 757 036, représentée par son Président, la société PJB HOLDING, en la personne de Monsieur Jacques BLANC,

D'UNE PART

ET

- la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE, SAS au capital de F 250 000, dont le siège social est 4, bd des Capucines 75009 PARIS, immatriculée au RCS PARIS N° B 403 633 781, représentée par son Président, la société PJB HOLDING, en la personne de Monsieur Pierre BLANC,

D'AUTRE PART,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit en vue de réaliser l'apport partiel d'actif, placé sous le régime des scissions, par la société JAPI, d'une branche autonome et complète d'activité, constituée par un fonds de commerce de restauration et brasserie, ainsi que tous les éléments susceptibles de le faire fonctionner dans des conditions normales, aussi bien actifs que passifs, à la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE, conformément aux dispositions des articles 382 à 387 de la loi du 24 juillet 1966.

Le présent apport vise à transférer les créances mais également toutes les dettes qui pourraient le grever.

J/B *PJB*

CHAPITRE I

CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT PARTIEL COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION

I - CARACTERISTIQUES DES SOCIETES INTERESSEES ET LIENS EXISTANTS ENTRE ELLES

1 - Constitution - Capital - Valeurs mobilières

JAPI

La société JAPI a été constituée le 7 octobre 1987 pour 99 ans. Le capital s'élève actuellement à 1 000 000 Francs suivant décision de l'Assemblée Générale du 30 mai 1990. Il est divisé en 10 000 actions de 100 Francs nominal chacune.

Les actions de la société ne sont pas inscrites à la cote officielle.

La société n'a pas d'emprunt obligataire à sa charge.

Consécutivement à l'approbation du présent apport, la société JAPI ne pourra plus utiliser comme nom commercial ou enseigne, le terme « LE PROCOPE ».

SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE

La SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE a été constituée le 21 décembre 1995 pour 99 ans. Le capital s'élève actuellement à 250 000 Francs ; il est divisé en 2 500 actions de 100 Francs nominal chacune.

Les actions de la société ne sont pas inscrites à la cote officielle.

La société n'a pas d'emprunt obligataire à sa charge.

2 - Liens entre les deux sociétés

Liens en capital

Les deux sociétés n'ont pas de lien direct entre elles. Elles sont toutefois toutes deux filiales de la société PJB HOLDING, société anonyme au capital de FRF 100 000 000, dont le siège est à PARIS (75009), 4 boulevard des Capucines, immatriculée au RCS de PARIS sous le Numéro B 552 055 857.

Dirigeants communs



La société PJB HOLDING est Présidente des deux sociétés.

II - MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT

Cette opération d'apport partiel d'actif d'une branche autonome et complète d'activité placée sous le régime des scissions vise à séparer clairement l'activité immobilière et financière, et l'activité restauration, de manière à ce que, à l'instar des autres sociétés du Groupe Les Frères Blanc, les comptes de l'activité de restauration soient les seuls éléments comptables de cette société.

En apportant l'intégralité de la branche autonome et complète d'activité comportant, notamment, le fonds de commerce, le bail, les contrats de travail, les créances et les dettes, la société JAPI donne tous les éléments à la **SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE** pour qu'elle puisse se concentrer uniquement sur le développement de son activité commerciale.

III - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION - DEVOLUTION DU PATRIMOINE DE LA SOCIETE APORTEUSE - DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES

1 - Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération

L'apport prendra effet au 1^{er} janvier 1998 sur des comptes établis et certifiés au 31 décembre 1997 et approuvés par l'Assemblée Générale Mixte de la société JAPI, tenue le 10 juin 1998 pour la branche autonome et complète d'activité apportée.

La référence aux éléments actifs et passifs, concernant la branche d'activité, de la société apporteuse, à la date du 1^{er} janvier 1998, engage celle-ci sur la consistance effective de la partie de patrimoine de la société JAPI qui sera dévolue à la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE.

2 - Date et jouissance des actions nouvelles

Les deux sociétés sont convenues de créer les actions nouvelles de la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE avec jouissance au 1^{er} janvier 1998.

3 - Méthodes d'évaluation utilisées

Les apports sont effectués à leur valeur nette comptable, à l'exception des éléments incorporels qui ont été valorisés afin de respecter la valeur économique résultant du rendement, de la grande notoriété, du volume de chiffre d'affaires, le poids économique dont bénéficie le fonds de commerce appartenant à la société JAPI.



CHAPITRE II

LES APPORTS

I - Désignation des apports

α - Apport d'une branche autonome et complète d'activité

Monsieur Jacques BLANC, agissant ès qualités et au nom de la société JAPI, apporte à la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE, ce qui est accepté par Monsieur Pierre BLANC, ès qualité, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions ci-après stipulées, tous les biens et droits mobiliers, ci-après désignés, composant à la date du 1^{er} janvier 1998, une branche de son activité dans le domaine de la restauration, brasserie, salon de thé, traiteur, bar.

1 - Eléments d'actif de la société JAPI dont la transmission à la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE est prévue.

A/ Eléments corporels et incorporels du fonds de commerce agencé pour une valeur globale de F 47 402 392,68

décomposée comme suit :

Eléments incorporels pour une valeur de F 44 000 000

l'activité apportée de restauration comprend :

- a) La clientèle, l'enseigne, et en général tous documents administratifs et commerciaux appartenant à la société JAPI se rapportant à l'activité apportée ;
- b) Le droit au bail des locaux sis 13, rue de l'Ancienne Comédie 75006 PARIS ;
- c) Le bénéfice de la licence de marque PROCOPE ;
- d) Le bénéfice et la charge de tous les traités, conventions et engagements propres à l'exercice de l'activité décrite ci-dessus, tant en France qu'à l'étranger, sous réserve de l'accord des contractants ;

Eléments corporels :



Les immobilisations corporelles (dont le détail figure en annexe 1) , et comprenant les installations et agencements, matériels et machines, pour une valeur nette comptable de F 3 402 392,68

B/ Les diverses sommes versées à titre de dépôt et cautionnement pour F 20 383,08

C/ Le stock au 31 décembre 1997 pour une valeur de F 462 704,11

D/ Des créances d'exploitation et des avances pour un montant de F 1 036 622,16

E/ Une somme en numéraire de F 223 683,27

Total de l'évaluation des biens apportés par la société JAPI à la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE F 49 145 785,30

2 - Passif de la société JAPI dont la transmission à la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE est prévue.

A/ Il comprend les dettes fiscales et sociales telles que cela ressort au bilan de la branche autonome et complète d'activité au 31 décembre 1997 pour F 5 368 553,77

B/ Il comprend les dettes fournisseurs, tel que cela ressort au bilan de la branche autonome et complète d'activité au 31 décembre 1997 pour F 1 680 872,02

C/ Il comprend les autres dettes, tel que cela ressort au bilan de la branche autonome et complète d'activité au 31 décembre 1997 pour F 44 287,93

Total du passif grevant les apports ci-dessus énoncés F 7 093 713,72

Soit un total d'actif net estimé à :

- Montant total de l'actif apporté : F 49 145 785,30

- A retrancher montant du passif apporté par JAPI : F 7 093 714,72

ACTIF NET APORTE F 42 052 071,58

β - Montant total des apports est de F 42 052 071,58.



II - Déclarations relatives à la branche apportée

1 - Déclarations générales

Monsieur Jacques BLANC fait les déclarations suivantes :

a) la société JAPI est propriétaire de l'activité apportée dans les conditions ci-après relatées :

Le fonds de commerce a été acquis le 27 novembre 1987. Il s'agit d'un lieu très ancien, puisqu'il existe depuis 1686. La société, tout d'abord créée sous forme de société anonyme s'est transformée en société par actions simplifiée par Assemblée Générale du 14 juin 1996.

b) Les biens apportés ne sont grevés d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti ;

c) La société JAPI n'a jamais été en état de liquidation de biens ou règlement judiciaire, de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ;

d) Les livres de comptabilité, pièces comptables, archives et dossiers de la société JAPI, afférents à l'activité apportée, feront l'objet d'un inventaire qui sera remis à la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE ; ces livres seront tenus à la disposition de la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE pendant une période de 3 ans à partir de la réalisation de l'apport.

2 - Déclarations sur le bail

Les locaux où l'établissement commercial dépendant de l'actif de la société JAPI est exploité, ont fait l'objet d'un contrat de bail commercial conclu la 1^{ère} fois le 14 décembre 1987 pour une durée de NEUF années à compter du 1^{er} novembre 1987. Ce bail a été renouvelé le 1^{er} novembre 1996 pour se terminer le 31 octobre 2005.

Au demeurant la société JAPI a transmis le bail (annexé aux présentes), dont la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE déclare avoir parfaite connaissance, cette dernière ayant pris l'engagement de respecter toutes les dispositions dudit bail. Celles-ci imposent à la société locataire de ne pouvoir, notamment, exercer dans les lieux loués que le commerce de restaurant, salon de thé, brasserie, glacier, bar, traiteur, dîners spectacles et au sous-sol, exclusivement spectacles musicaux.

Ce bail, qui commence à courir à compter du 1^{er} novembre 1996 est consenti pour une période de neuf années entières et consécutives, et moyennant un loyer en principal de neuf cent douze mille francs



(F 912 000) hors taxes hors charges.

3 - Déclaration relative à la Licence de IVème catégorie

Les parties déclarent que le présent apport emportera transfert de la licence IVème catégorie dont le numéro est 7 469. Monsieur Jacques BLANC, ès qualité, rappelle en tant que de besoin que ladite licence a été acquise le 27 novembre 1987.

4 - Renonciation au privilège du vendeur et de l'action résolutoire

Monsieur Jacques BLANC, au nom de la société JAPI, déclare expressément renoncer au privilège du vendeur et à l'action résolutoire pouvant appartenir à la société JAPI du fait de cet apport.

II - CONDITIONS DES APPORTS DE LA BRANCHE COMPLETE ET AUTONOME

1 - Propriété et jouissance des actifs apportés - Transmission du passif

a) La Société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE aura la propriété et la jouissance des droits et biens apportés par la société JAPI à compter du 1^{er} janvier 1998.

Ainsi qu'il a été indiqué dans les déclarations générales figurant en tête des présentes, les éléments apportés par la société apporteuse seront repris dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de l'apport.

b) L'ensemble des frais, droits et honoraires, y compris les charges fiscales et d'enregistrement afférents à l'augmentation de capital et à la transmission des biens qui lui sont apportés, seront pris en charge par la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE.

2 - Charges et conditions générales de l'apport

a) La société JAPI s'interdit formellement jusqu'à la réalisation définitive de l'apport - si ce n'est avec l'agrément de la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE - d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque la concernant sortant du cadre de la gestion courante, et, en particulier, de contracter aucun emprunt, qui serait gagé sur les biens apportés, sous quelque forme que ce soit.

b) Au cas où la transmission de certains contrats ou de certains biens serait subordonnée à l'accord à l'accord ou agrément d'un cocontractant ou un tiers quelconque, la société JAPI sollicitera en temps utile les accords ou décisions d'agrément nécessaires.



c) La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE prendra les biens et droits apportés dans leur consistance et leur état lors de la réalisation de l'apport, sans pouvoir exercer quelque recours que ce soit, pour quelque cause que ce soit, contre la société apporteuse, notamment pour dégradation des locaux, mauvais état du sol et du sous-sol, usure ou mauvais état du matériel et des objets mobiliers, erreur dans la désignation ou les contenances, quelle que soit la différence.

La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE bénéficiera de toutes subventions, primes, aides, etc., relatives à la branche apportée qui ont pu ou pourront être allouées à la société JAPI. Elle accomplira toutes les formalités qui seraient nécessaires, à l'effet de régulariser la transmission à son profit des biens et droits apportés et de rendre cette transmission opposable aux tiers.

d) La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE sera débitrice des dettes transférées par la société JAPI, qu'elle prend en charge au lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution n'entraîne novation à l'égard des créanciers.

La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE supportera en particulier tous impôts, primes d'assurance, contributions, loyers, taxes, ainsi que toutes les charges quelconques ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou pourront grever les biens apportés ou sont inhérents à leur propriété ou leur exploitation à partir de la date de réalisation définitive de l'apport.

La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE fera également son affaire personnelle, au lieu et place de la société JAPI, sans recours contre cette dernière pour quelque cause que ce soit, de l'exécution ou de la réalisation à ses frais, risques et périls, de tous accords, traités ou engagements généralement quelconques qui auront pu être souscrits par la société JAPI et apportés à la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE.

La société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE fera en sorte de contracter toutes polices d'assurance, conformément aux dispositions légales, réglementations, ainsi qu'aux usages en vigueur, en matière de responsabilité civile, notamment.

e) Après la réalisation de l'apport, les représentants de la société JAPI devront, à première demande de la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE, fournir à cette dernière tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la régularisation de la transmission des biens compris dans les apports, et de l'accomplissement de toutes formalités.



f) Les opérations de la société apporteuse seront, relativement à l'apport partiel, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société bénéficiaire à partir du 1^{er} janvier 1998.

3 - Contrats de travail

Monsieur Pierre BLANC, ès qualité, déclare que les contrats de travail dont bénéficient les salariés de la société JAPI, qui seront transférés à la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE (annexe 5), subsisteront après l'apport, conformément à la législation en vigueur.

4 - Dispositions d'ordre fiscal

Les parties déclarent qu'elles entendent placer le présent apport de branche autonome d'activité sous le régime résultant des articles 210, 210 B et 817 du Code Général des Impôts, conformément aux dispositions légales actuellement en vigueur (régime de faveur sur option).

En conséquence, les parties déclarent ce qui suit :

En conséquence, Monsieur Pierre BLANC, ès qualité, engage la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE à respecter les prescriptions légales, et notamment :

* à calculer les plus-values, réalisées à l'occasion de la cession des immobilisations apportées non amortissables, d'après la valeur qu'elles avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de la société JAPI, à la date de la prise d'effet du présent apport ;

* à réintégrer dans ses bénéfices imposables, les plus-values éventuellement dégagées sur les biens amortissables qui lui sont apportés, dans les conditions et délais fixés par la loi ;

* à inscrire à son bilan les éléments de l'actif circulant pour leur valeur fiscale dans les écritures de la société apporteuse. Effectuer ultérieurement, s'il y a lieu, en application des dispositions de l'article 211, troisième alinéa, de l'annexe II du Code Général des Impôts, les régularisations auxquelles la société apporteuse aurait dû procéder elle-même au titre de la TVA déduite par cette dernière lors de l'acquisition d'immobilisations conformément à l'article 210 de cette même annexe.

* à prendre en charge le paiement de la taxe d'apprentissage et de la participation au financement de la formation professionnelle continue, relative à la branche autonome d'activité apportée et pouvant être dues par la société JAPI depuis le 1^{er} janvier 1998, et demande, en tant que de besoin, à bénéficier de la faculté des reports des excédents de dépenses ayant pu être exposées par la société JAPI au titre de la formation professionnelle continue.



* à prendre en charge, conformément aux dispositions de l'article 163 paragraphe 3 de l'annexe II du Code Général des Impôts, les obligations relatives à la branche autonome d'activité apportée et concernant la participation des employeurs à l'effort de construction, instituée par la loi du 28 juin 1963 et à laquelle la société JAPI resterait soumise lors de la réalisation définitive de l'apport partiel, à raison des salaires payés par elle depuis le 1^{er} janvier 1998.

La SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE s'engage notamment à reprendre à son bilan les investissements réalisés antérieurement par la société JAPI et à soumettre aux obligations pouvant incomber à cette dernière du chef de ces investissements.

Elle demande, en tant que de besoin, à bénéficier de la faculté de report des excédents de dépenses qui auraient pu être réalisées par la société JAPI et existant à la date de prise d'effet de l'apport.

De son côté, Monsieur Jacques BLANC, ès-qualité, engage expressément la société JAPI :

* à conserver pendant cinq ans au moins les titres remis en contrepartie de l'apport ;

* à calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes aux actions qui lui sont attribuées, par référence à la valeur que les biens apportés avaient du point de vue fiscal dans ses propres écritures.

Monsieur Jacques BLANC, ès qualités, déclare que la société JAPI, apporteuse, opte pour l'imposition à son nom des plus-values à long terme dégagées par l'apport d'immobilisations amortissables.



CHAPITRE III

REMUNERATION DES APPORTS DE LA SOCIETE JAPI

AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à la société JAPI de 420 500 actions nouvelles de la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE créés à titre d'augmentation de capital de cette société, le tout dans les conditions ci-après :

I - EVALUATION DES ACTIONS DE LA SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE

Les parties retiennent pour la rémunération de l'apport effectué par la société JAPI une valeur d'action de la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE calculée comme suit :

La SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE est une société nouvelle qui n'a, pour l'instant, aucune activité. Aussi, il convient de prendre la valeur des actions pour leur nominal, soit 100 Francs.

L'actif de cette société ne recèle aucune plus-value latente.

II - AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE

L'apport en nature de la société JAPI sera rémunéré par l'attribution à la société JAPI de 420 500 actions de 100 F chacune, entièrement libérées, à créer par la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE qui augmentera ainsi son capital d'une somme de 42 050 000 Francs pour le porter à 42 300 000 Francs. En contrepartie de l'apport, la SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE versera à la société JAPI, la somme de F 2 071,58 à titre de soulte.

III - CREATION DES ACTIONS NOUVELLES

Les actions nouvelles de la société 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE porteront jouissance du 1^{er} janvier 1998. Elles seront, sous la seule réserve de leur date de jouissance, entièrement assimilées aux actions composant actuellement le capital, notamment en ce qui concerne le bénéfice de toutes exonérations ou l'imputation de toutes charges fiscales.



CHAPITRE IV

ELECTION DE DOMICILE POUVOIRS POUR LES FORMALITES SIGNATURES

I - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties font respectivement élection de domicile au siège de la société qu'elle représente.

II - POUVOIRS POUR FORMALITES

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer tous dépôts, mentions ou publications où besoin sera, ainsi que, plus généralement, pour effectuer toutes formalités qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de la réalisation du présent apport, et notamment le dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

III - SIGNATURE

Les parties s'engagent à donner toutes signatures nécessaires à l'accomplissement de toutes formalités relatives au présent apport.

Two handwritten signatures in black ink. The first signature on the left is a stylized, cursive mark. The second signature on the right is more complex, featuring several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

CHAPITRE V

ANNEXES


- Annexe 1 : Etat récapitulatif des immobilisations corporelles apportées
- Annexe 2 : Etat des inscriptions grevant les biens apportés
- Annexe 3 : Liste du personnel apporté
- Annexe 4 : Contrat de bail - 13, rue de l'Ancienne Comédie
- Annexe 5 : Licence de IV^e catégorie
- Annexe 6 : Contrats transmis dans le cadre de l'apport

Fait à PARIS

Le **30** juillet 1998

En quinze originaux

JAPI

A handwritten signature consisting of several overlapping, diagonal strokes, appearing to be the initials 'JAPI'.

SAS 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE

A handwritten signature in cursive script, starting with a large, circular flourish and ending with a horizontal line.

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | | | |
|--------|--|-------------------------|----------------|-------------|-------------|------------|--------------|---------------|--------------|-----------|--|
| | | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision | |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | | | Nette | Sur 1 An | |
| | | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable | |
| 213500 | AAI DES CONSTRUCTIONS | | | | | | | | | | |
| 0001 | CIE EAU BRANCHEMENT 040588 L. 8 Ans 12,50% | 6.781,16 | | 6.781,16 | | | | | 6.781,16 | | |
| 0002 | SME TRAVAUX CAVE 300688 L. 8 Ans 12,50% | 26.009,00 | | 26.009,00 | | | | | 26.009,00 | | |
| 0003 | FONT POIRIER DECOR 070488 L. 8 Ans 12,50% | 42.000,00 | | 42.000,00 | | | | | 42.000,00 | | |
| 0004 | BADUEL HON ARCHIT 220488 L. 8 Ans 12,50% | 45.000,00 | | 45.000,00 | | | | | 45.000,00 | | |
| 0005 | F POIRIER STAF 130688 L. 8 Ans 12,50% | 458.600,00 | | 458.600,00 | | | | | 458.600,00 | | |
| 0006 | SOIZE ELECTRICITE 130688 L. 8 Ans 12,50% | 980.000,00 | | 980.000,00 | | | | | 980.000,00 | | |
| 0007 | SOIZE ELECTRICITE 130688 L. 8 Ans 12,50% | 86.000,00 | | 86.000,00 | | | | | 86.000,00 | | |
| 0008 | GREDAI STRUC METAL 130688 L. 8 Ans 12,50% | 790.000,00 | | 790.000,00 | | | | | 790.000,00 | | |
| 0009 | GREDAI SERRURERIE 130688 L. 8 Ans 12,50% | 415.000,00 | | 415.000,00 | | | | | 415.000,00 | | |
| 0010 | SME MACONNERIE 150688 L. 8 Ans 12,50% | 2387.248,00 | | 2387.248,00 | | | | | 2387.248,00 | | |
| 0011 | ROBIN PLOMBERIE 130688 L. 8 Ans 12,50% | 560.000,00 | | 560.000,00 | | | | | 560.000,00 | | |
| 0012 | NORD AGT MENUISERI 160688 L. 8 Ans 12,50% | 371.770,00 | | 371.770,00 | | | | | 371.770,00 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | | | |
|--------|---|-------------------------|---------------|-------------|-----------|------------|---------------|----------------|--------------|------------|--|
| | | Valeur | Antér.Déprec: | Linéaire | Dégressif | Exception. | Substitutif | Cumul Déprec.: | Valeur | Prévision | |
| | | d'Actif | | F I S C A L | | | | Nette | Sur 1 An | | |
| | | | Antér. Dérog: | Linéaire | Dégressif | Exception. | Aide Fiscale: | Dérogatoire: | Cumul Dérog. | Comptable | |
| 213500 | AAI DES CONSTRUCTIONS (suite) | | | | | | | | | | |
| 0038 | TRANSFORMAT OFFICE 250795 L. 8 Ans 12,50% | 72.039,63 | 12.907,10 | 9.004,95 | | | | 21.912,05 | 50.127,58 | 9.004,95 | |
| | CUISINE BAIN DÉCOR | | | | | | | | | | |
| 0039 | TRAVAUX MARBRERIE 250795 L. 8 Ans 12,50% | 160.000,00 | 28.666,67 | 20.000,00 | | | | 48.666,67 | 111.333,33 | 20.000,00 | |
| | MARB'OUVRE | | | | | | | | | | |
| 0040 | HONORAIRES ARCHIT 071295 L. 8 Ans 12,50% | 370.000,00 | 49.333,33 | 46.250,00 | | | | 95.583,33 | 274.416,67 | 46.250,00 | |
| | C.A.A. | | | | | | | | | | |
| 0041 | MACONNERIE CARREL 270795 L. 8 Ans 12,50% | 386.000,00 | 68.890,28 | 48.250,00 | | | | 117.140,28 | 268.859,72 | 48.250,00 | |
| | BACI | | | | | | | | | | |
| 0042 | CONTROLE INTAL 200995 L. 8 Ans 12,50% | 41.800,00 | 6.690,90 | 5.225,00 | | | | 11.915,90 | 29.884,10 | 5.225,00 | |
| | APAVE | | | | | | | | | | |
| 0043 | CONTROLE FLUIDES 070795 L. 8 Ans 12,50% | 40.000,00 | 7.416,67 | 5.000,00 | | | | 12.416,67 | 27.583,33 | 5.000,00 | |
| | OPTIMUM | | | | | | | | | | |
| 213500 |Total Compte..... | 9940.140,01 | 9033.497,42 | 143.152,56 | | | | 9176.649,98 | 763.490,03 | 135.015,25 | |
| 215340 | INST.SPECIFIQ.S/SOL AUTRUI | | | | | | | | | | |
| 0002 | OFFIC FROID VENTIL 130688 D. 5 Ans 40,00% | 470.000,00 | 470.000,00 | 470.000,00 | | | | 470.000,00 | | | |
| | HOTTES CUIS OFFICE | | | | | | | | | | |
| 0003 | NORD AGCT MENUISER 130688 L. 4 Ans 25,00% | 487.580,00 | 487.580,00 | 487.580,00 | | | | 487.580,00 | | | |
| | RESTAURANT | | | | | | | | | | |
| 0004 | FAPEL MONTE FUTS 110788 D. 5 Ans 40,00% | 52.980,00 | 52.980,00 | 52.980,00 | | | | 52.980,00 | | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

D E P R E C I A T I O N

| | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
|--------|---|----------------|------------|-----------|------------|--------------|---------------|--------------|-----------|
| | d'Actif | | | | | F I S C A L | | Nette | Sur 1 An |
| | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable |
| 215340 | INST. SPECIFIQ.S/SOL AUTRUI (Suite) | | | | | | | | |
| 0005 | FAPEL MONTE FUTS 110788 D. 5 Ans 40,00% | 53.250,00 | 53.250,00 | | | | 53.250,00 | | |
| 0006 | FAPEL MONTE PLATS 110788 D. 5 Ans 40,00% | 49.400,00 | 49.400,00 | | | | 49.400,00 | | |
| 0007 | FAPEL MONTE PLATS 110788 D. 5 Ans 40,00% | 47.300,00 | 47.300,00 | | | | 47.300,00 | | |
| 0008 | FAPEL MONTE CHARGE 110788 D. 5 Ans 40,00% | 64.570,00 | 64.570,00 | | | | 64.570,00 | | |
| 0009 | F GUIG INSTAL FRIG 130688 D. 5 Ans 40,00% | 752.750,00 | 752.750,00 | | | | 752.750,00 | | |
| 0010 | BARTHELEMY AUFFRAY 130688 D. 5 Ans 40,00% | 402.714,00 | 402.714,00 | | | | 402.714,00 | | |
| 0011 | ST BERNARD MIROIRS 130688 L. 4 Ans 25,00% | 84.100,00 | 84.100,00 | | | | 84.100,00 | | |
| 0012 | IMI INS INOX ARR C 130688 L. 5 Ans 20,00% | 128.598,00 | 128.598,00 | | | | 128.598,00 | | |
| 0013 | IMI INS INOX OFFIC 130688 L. 5 Ans 20,00% | 105.376,00 | 105.376,00 | | | | 105.376,00 | | |
| 0014 | IMI BANC HUIT INOX 130688 L. 5 Ans 20,00% | 268.553,00 | 268.553,00 | | | | 268.553,00 | | |
| 0015 | IMI INOX INS 1ETAG 130688 L. 5 Ans 20,00% | 147.473,00 | 147.473,00 | | | | 147.473,00 | | |
| 0017 | H R ENSEIGNES 160588 L. 4 Ans 25,00% | 39.500,00 | 39.500,00 | | | | 39.500,00 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | | |
|--------|---|-------------------------|---------------|------------|-------------|-----------|--------------|--------------|-------------|------------|
| | | Valeur | Antér. Déprec | Linéaire | Dégressif | Exception | Substitutif | Cumul Déprec | Valeur | Prévision |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | | Nette | Sur 1 An | |
| | | | Antér. Dérog | Linéaire | Dégressif | Exception | Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérog | Comptable |
| 215340 | INST. SPECIFIQ. S/SOL AUTRUI (Suite) | | | | | | | | | |
| 0101 | S/V ESTAMPES ANC 100397 L. 4 Ans 25,00% | 29.021,56 | | 5.864,77 | | | | 5.864,77 | 23.156,79 | 7.255,39 |
| | SIMONOT | | | | | | | | | |
| 0102 | FAUX PLAF OSSAT ME 130397 L. 5 Ans 20,00% | 11.850,00 | | 1.896,00 | | | | 1.896,00 | 9.954,00 | 2.370,00 |
| | BATHORY | | | | | | | | | |
| 0103 | BLOC DISJONCTEUR 300697 L. 4 Ans 25,00% | 5.388,78 | | 677,34 | | | | 677,34 | 4.711,44 | 1.347,20 |
| | ELD | | | | | | | | | |
| 0104 | CELLULE REFRD CM21 290597 D. 5 Ans 40,00% | 43.000,00 | | | 11.466,67 | | | 11.466,67 | 31.533,33 | 12.613,33 |
| | FOURNIER GUIGNARD | | | | | | | | | |
| 0105 | MOQUETTE 070897 L. 1 Ans 100,00% | 19.330,00 | | 7.732,00 | | | | 7.732,00 | 11.598,00 | 11.598,00 |
| | JEAN-PIERRE SUEUR | | | | | | | | | |
| 0106 | ARMOIRE NEGATIVE 241197 D. 5 Ans 40,00% | 26.110,00 | | | 1.740,67 | | | 1.740,67 | 24.369,33 | 9.747,73 |
| | FOURNIER GUIGNARD | | | | | | | | | |
| 0107 | VESTIAIRES MH 271197 L. 4 Ans 25,00% | 3.050,00 | | 72,01 | | | | 72,01 | 2.977,99 | 762,50 |
| | CARLIER | | | | | | | | | |
| 0108 | PEINTURE SOUS SOL 161297 L. 1 Ans 100,00% | 150.000,00 | | 6.250,00 | | | | 6.250,00 | 143.750,00 | 143.750,00 |
| | TROUVE | | | | | | | | | |
| 215340 |Total Compte..... | 9057.567,19 | 5770.443,77 | 817.611,99 | 253.173,99 | | | 6841.229,75 | 2216.337,44 | 968.357,02 |
| 215400 | MATERIEL INDUSTRIEL | | | | | | | | | |
| 0001 | SACCAB PRES FRUIT 161187 D. 5 Ans 40,00% | 3.282,30 | 3.282,30 | | | | | | | |
| | TOASTEUR | | | | | | | | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | |
|--------|---|-------------------------|----------------|----------|-------------|------------------------|----------------|-----------|-----------|
| | | Valeur | Antér. Déprec: | Linéaire | Dégressif | Exception. Substitutif | Cumul Déprec.: | Valeur | Prévision |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | Nette | Sur 1 An | |
| | | | Antér. Dérog: | Linéaire | Dégressif | Exception. Dérogatoire | Cumul Dérog.: | Comptable | |
| 215400 | MATERIEL INDUSTRIEL (Suite) | | | | | | | | |
| 0002 | HOBART EPLUCHEUSE 201187 D. 5 Ans 40,00% | 33.028,45 | 33.028,45 | | | | 33.028,45 | | |
| 0004 | LA CORPO BATTEUR 310188 D. 5 Ans 40,00% | 25.399,45 | 25.399,45 | | | | 25.399,45 | | |
| 0006 | BERKEL BALANCES 060688 L. 5 Ans 20,00% | 31.623,84 | 31.623,84 | | | | 31.623,84 | | |
| 0007 | SOFRACA TOASTEUR 030588 D. 5 Ans 40,00% | 3.087,50 | 3.087,50 | | | | 3.087,50 | | |
| 0009 | B MARIE CHOCOLATIE 110688 L. 5 Ans 20,00% | 10.016,86 | 10.016,86 | | | | 10.016,86 | | |
| 0011 | SEFI CORBEILLES 160388 L. 3 Ans 33,33% | 23.418,00 | 23.418,00 | | | | 23.418,00 | | |
| 0013 | DUCERF VERR VAISS 300688 L. 3 Ans 33,33% | 139.187,28 | 139.187,28 | | | | 139.187,28 | | |
| 0014 | DEHILLERIN PET MAT 300688 L. 3 Ans 33,33% | 75.974,36 | 75.974,36 | | | | 75.974,36 | | |
| 0016 | ESP CAFE CAFETIERE 130688 D. 5 Ans 40,00% | 13.979,00 | 13.979,00 | | | | 13.979,00 | | |
| 0017 | MORA ROBOT COUPE 300688 D. 5 Ans 40,00% | 11.296,65 | 11.296,65 | | | | 11.296,65 | | |
| 0018 | MORA ECHELLE DEMON 300688 L. 5 Ans 20,00% | 3.255,39 | 3.255,39 | | | | 3.255,39 | | |
| 0019 | MORA LAMINOIR R500 300688 D. 5 Ans 40,00% | 12.913,83 | 12.913,83 | | | | 12.913,83 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | |
|--------|---|-------------------------|----------------|----------|-------------|--|---------------|------------|-----------|
| | | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | | Nette | Sur 1 An |
| | | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. Aide Fiscale. Dérogatoire. Cumul Dérog. | Comptable | | |
| 215400 | MATERIEL INDUSTRIEL (Suite) | | | | | | | | |
| 0070 | CONSERVATEUR GLACE 270996 D. 5 Ans 40,00% | 6.700,00 | 893,33 | | 2.322,67 | | 3.216,00 | 3.484,00 | 1.393,60 |
| | Fournier Guignard | | | | | | | | |
| 0071 | SUPPORT PLYSTERENE 271196 L. 3 Ans 33,33% | 3.240,00 | 101,99 | 1.079,89 | | | 1.181,88 | 2.058,12 | 1.079,89 |
| | MORA | | | | | | | | |
| 0072 | POMPE RELEVAGE 170297 D. 5 Ans 40,00% | 10.586,00 | | | 3.881,53 | | 3.881,53 | 6.704,47 | 2.681,79 |
| | Foucras 1 | | | | | | | | |
| 0073 | MICRO ONDES GM1600 240397 D. 5 Ans 40,00% | 15.515,00 | | | 5.171,67 | | 5.171,67 | 10.343,33 | 4.137,33 |
| | Hobart 1 | | | | | | | | |
| 0074 | COUVERCLE CUVE ENS 030797 D. 5 Ans 40,00% | 9.217,00 | | | 1.843,40 | | 1.843,40 | 7.373,60 | 2.949,44 |
| | Hobart 1 | | | | | | | | |
| 0075 | ASPIRATEUR GS80 090697 L. 2 Ans 50,00% | 2.520,00 | | 707,00 | | | 707,00 | 1.813,00 | 1.260,00 |
| | NILFISK 1 | | | | | | | | |
| 0076 | MOT. EXTRACT CUIS. 230997 D. 5 Ans 40,00% | 10.050,00 | | | 1.340,00 | | 1.340,00 | 8.710,00 | 3.484,00 |
| | BBS | | | | | | | | |
| 0077 | MICRO ONDES MI600T 240997 D. 5 Ans 40,00% | 9.736,00 | | | 1.298,13 | | 1.298,13 | 8.437,87 | 3.375,15 |
| | Hobart | | | | | | | | |
| 0078 | FOUR GAZ INOX 131097 D. 5 Ans 40,00% | 39.590,00 | | | 3.959,00 | | 3.959,00 | 35.631,00 | 14.252,40 |
| | RORGUE | | | | | | | | |
| 215400 |Total Compte..... | 1762.684,68 | 1567.017,87 | 7.944,97 | 51.520,97 | | 1626.483,81 | 136.200,87 | 63.610,78 |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

D E P R E C I A T I O N

| | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
|---|------------|----------------|------------|-------------|------------|--------------|---------------|--------------|-----------|
| | d'Actif | | | F I S C A L | | | | Nette | Sur 1 An |
| | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérög. | Comptable |
| 218300 MAT.DE BUREAU ET INFORMATIQ (Suite) | | | | | | | | | |
| 0015 DAC 7STAT SER4000 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 112.140,00 | | 112.140,00 | | | | 112.140,00 | | |
| 0016 DAC 12 CLAV 4000 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 57.618,60 | | 57.618,60 | | | | 57.618,60 | | |
| 0017 DAC 2 CARTES PIA 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 17.728,80 | | 17.728,80 | | | | 17.728,80 | | |
| 0018 DAC 6 IMPRM FACT 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 53.186,50 | | 53.186,50 | | | | 53.186,50 | | |
| 0019 DAC 12 IMPRM TICKT 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 106.372,80 | | 106.372,80 | | | | 106.372,80 | | |
| 0020 DAC PROGRAM 4700 150688 L. 1 Ans100,00\$ | 16.910,00 | | 16.910,00 | | | | 16.910,00 | | |
| 0021 DAC PROGRAM LOTUS 150688 L. 1 Ans100,00\$ | 3.738,00 | | 3.738,00 | | | | 3.738,00 | | |
| 0022 DAC IMPRIM EPSON 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 9.922,00 | | 9.922,00 | | | | 9.922,00 | | |
| 0023 DAC CARTES PIA 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 16.334,00 | | 16.334,00 | | | | 16.334,00 | | |
| 0024 DAC DATA DRIVE 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 20.500,00 | | 20.500,00 | | | | 20.500,00 | | |
| 0025 DAC STREAMER 40 M 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 5.330,00 | | 5.330,00 | | | | 5.330,00 | | |
| 0026 DAC IMPRIM A PLAT 150688 D. 5 Ans 40,00\$ | 8.167,40 | | 8.167,40 | | | | 8.167,40 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | | | |
|--------|--------------------------------------|-------------------------|-----------------|------------|-------------|------------|--------------|---------------|--------------|------------|-----------|
| | | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision | |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | | | Nette | Sur 1 An | |
| | | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. | Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable | |
| 218300 | MAT. DE BUREAU ET INFORMATIQ (suite) | | | | | | | | | | |
| 0044 | FAX CANON L 700F | 280295 | D. 5 Ans 40,00% | 14.200,00 | 8.804,00 | 2.158,40 | | | 10.962,40 | 3.237,60 | 1.618,80 |
| | BURO HALL | | | | | | | | | | |
| 0045 | ONDULEUR PULSAR | 310895 | D. 5 Ans 40,00% | 19.665,00 | 9.832,50 | 3.933,00 | | | 13.765,50 | 5.899,50 | 2.949,75 |
| | E L D | | | | | | | | | | |
| 0046 | COPIEUR CANON 4050 | 130396 | L. 4 Ans 25,00% | 42.615,00 | 8.523,00 | 10.653,75 | | | 19.176,75 | 23.438,25 | 10.653,75 |
| | BUREAU HALL | | | | | | | | | | |
| 0047 | MATRA INSTAL TELE | 130696 | L. 4 Ans 25,00% | 45.050,00 | 6.194,38 | 11.262,50 | | | 17.456,88 | 27.593,12 | 11.262,50 |
| | E T B | | | | | | | | | | |
| 0048 | ALPHARES II | 270896 | D. 5 Ans 40,00% | 10.000,00 | 1.666,67 | 3.333,33 | | | 5.000,00 | 5.000,00 | 2.000,00 |
| | ALPHABLA | | | | | | | | | | |
| 0049 | IMPRIMANTE HP 5L | 241296 | D. 5 Ans 40,00% | 2.960,00 | 98,67 | 1.144,53 | | | 1.243,20 | 1.716,80 | 686,72 |
| | NETWORK TECHNOLOGI | | | | | | | | | | |
| 0050 | IMPRIMANTE TICKET | 071096 | D. 5 Ans 40,00% | 4.200,00 | 420,00 | 1.512,00 | | | 1.932,00 | 2.268,00 | 907,20 |
| | ALPHABLA | | | | | | | | | | |
| 0051 | COMPAQ DESKP 6200 | 280197 | D. 5 Ans 40,00% | 24.737,00 | | 9.894,80 | | | 9.894,80 | 14.842,20 | 5.936,88 |
| | NETWORK | | | | | | | | | | |
| 0052 | SAGEM R350/IS350 | 150497 | L. 4 Ans 25,00% | 19.790,00 | | 3.518,22 | | | 3.518,22 | 16.271,78 | 4.947,50 |
| | NETWORK | | | | | | | | | | |
| 0053 | DESKPRO PENTIUM200 | 240797 | D. 5 Ans 40,00% | 13.950,00 | | 2.790,00 | | | 2.790,00 | 11.160,00 | 4.464,00 |
| | NETWORK | | | | | | | | | | |
| 218300 |Total Compte..... | 899.782,05 | | 726.640,19 | 26.140,47 | 34.773,36 | | | 787.554,02 | 112.228,03 | 46.227,88 |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | |
|--------|---|-------------------------|----------------|----------|-------------|--------------------------------------|---------------|-----------|-----------|
| | | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | Nette | Sur 1 An | |
| | | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. Aide Fiscale. Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable | |
| 218400 | MOBILIER | | | | | | | | |
| | (Suite) | | | | | | | | |
| 0013 | BRONZ STYL APPLIQU 030688 L. 4 Ans 25,00% | 11.635,75 | 11.635,75 | | | | 11.635,75 | | |
| | 12 | | | | | | | | |
| 0014 | JANKOWS APPLIQUES 120688 L. 4 Ans 25,00% | 1.686,35 | 1.686,35 | | | | 1.686,35 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0015 | CRIEF APPLIQUES 110688 L. 4 Ans 25,00% | 2.107,92 | 2.107,92 | | | | 2.107,92 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0016 | L'HERNAULT APPLIQU 110688 L. 4 Ans 25,00% | 843,18 | 843,18 | | | | 843,18 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0017 | PFENNIGER APPLIQUE 110688 L. 4 Ans 25,00% | 1.517,70 | 1.517,70 | | | | 1.517,70 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0018 | THEODORE APPLIQUE 110688 L. 4 Ans 25,00% | 1.517,70 | 1.517,70 | | | | 1.517,70 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0019 | ROMEO LUSTRE 100688 L. 4 Ans 25,00% | 25.295,00 | 25.295,00 | | | | 25.295,00 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0020 | SIRWY LUSTRES 110688 L. 4 Ans 25,00% | 6.146,71 | 6.146,71 | | | | 6.146,71 | | |
| | MONTGOLFIERES 4 | | | | | | | | |
| 0021 | VERHOVEN TABLEAU 160488 L. 5 Ans 20,00% | 15.000,00 | 15.000,00 | | | | 15.000,00 | | |
| | 21 | | | | | | | | |
| 0022 | VANISCOT CHAIS TAB 090688 L. 4 Ans 25,00% | 6.769,70 | 6.769,70 | | | | 6.769,70 | | |
| | 21 | | | | | | | | |
| 0023 | VANISCOT CHAIS TAB 300688 L. 4 Ans 25,00% | 7.372,00 | 7.372,00 | | | | 7.372,00 | | |
| | 24 | | | | | | | | |
| 0026 | ROZSAFFY TABLEAU 130688 L. 5 Ans 20,00% | 4.500,00 | 4.500,00 | | | | 4.500,00 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | | |
|--------|--------------------|-------------------------|----------------|------------|-------------|--------------------------------------|---------------|-----------|-----------|
| | | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
| | | d'Actif | | | F I S C A L | | | Nette | Sur 1 An |
| | | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. Aide Fiscale. Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable | |
| 218400 | MOBILIER | | | | | | | | |
| | (suite) | | | | | | | | |
| 0027 | RAVON APPLIQUES | 010688 L. 4 Ans 25,00% | 2.108,75 | 2.108,75 | | | 2.108,75 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0028 | MOB ART APPLIQUES | 170588 L. 4 Ans 25,00% | 986,51 | 986,51 | | | 986,51 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0029 | GHASARIAN APPLIQUE | 160588 L. 4 Ans 25,00% | 2.192,24 | 2.192,24 | | | 2.192,24 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0030 | LUMICRISTAL LUSTRE | 190788 L. 4 Ans 25,00% | 12.563,23 | 12.563,23 | | | 12.563,23 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0031 | VANISCOT CHAIS TAB | 050788 L. 4 Ans 25,00% | 967,10 | 967,10 | | | 967,10 | | |
| | 3 | | | | | | | | |
| 0032 | CIM VESTIAIR PERS | 200688 L. 4 Ans 25,00% | 56.064,00 | 56.064,00 | | | 56.064,00 | | |
| | | | | | | | | | |
| 0033 | ROZSAFFY TABLEAU | 120888 L. 5 Ans 20,00% | 4.500,00 | 4.500,00 | | | 4.500,00 | | |
| | | | | | | | | | |
| 0034 | MIR ST BER DES TAB | 020688 L. 4 Ans 25,00% | 7.700,00 | 7.700,00 | | | 7.700,00 | | |
| | 50 | | | | | | | | |
| 0035 | COLLINET CHAISES | 070688 L. 4 Ans 25,00% | 96.256,04 | 96.256,04 | | | 96.256,04 | | |
| | 160 | | | | | | | | |
| 0036 | COLLINET TABLES | 070688 L. 4 Ans 25,00% | 128.963,20 | 128.963,20 | | | 128.963,20 | | |
| | 107 | | | | | | | | |
| 0037 | VERGAIN TABLES | 170688 L. 4 Ans 25,00% | 7.565,00 | 7.565,00 | | | 7.565,00 | | |
| | 2 | | | | | | | | |
| 0038 | MARCHAND BANQUET | 070788 L. 4 Ans 25,00% | 84.663,00 | 84.663,00 | | | 84.663,00 | | |

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS DU 01/01/97 AU 31/12/97

| | | D E P R E C I A T I O N | | | | | | |
|-----------------|------------------------|-------------------------|------------|-----------|-------------------------|---------------|--------------|-----------|
| | Valeur | Antér. Déprec. | Linéaire | Dégressif | Exception. Substitutif | Cumul Déprec. | Valeur | Prévision |
| | d'Actif | | | | | | Nette | Sur 1 An |
| | | Antér. Dérog. | Linéaire | Dégressif | Exception. Aide Fiscale | Dérogatoire | Cumul Dérog. | Comptable |
| 218400 MOBILIER | | | | | | | | |
| | (Suite) | | | | | | | |
| 218400 |Total Compte..... | 1220.352,77 | 980.407,30 | 66.784,44 | | 1047.191,74 | 173.161,03 | 70.650,59 |

| | | | | | | | | |
|---|---------------------------|--------------|--------------|-------------|------------|--------------|-------------|-------------|
| ; | | | | | | | | |
| ; | TOTAL GENERAL | 22885.146,43 | 18080.496,07 | 1062.789,36 | 339.468,32 | 19482.753,75 | 3402.392,68 | 1284.836,80 |
| ; | Nombre d'immobilisations: | 322 | | | | | | |

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS
1 QUAI DE CORSE
75181 PARIS CEDEX 04

PAGE : 1

ETAT RELATIF AUX INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES
ET PUBLICATIONS

NOS REFERENCES : 35610 /34
95002107

REQUERANT : JAPI

PRIVILEGES REQUIS : PRIVILEGES DU TRESOR
PRIV. SECURITE SOCIALE-REG. COMPLEMENTAIRE
OPERATION DE CREDIT-BAIL EN MATIERE MOBILIERE
PUBLICITES DE CONTRATS DE LOCATION
PUBLICITES DE CLAUSES DE RESERVE DE PROPRIETE
PRIVILEGES DE VENDEUR ET ACTION RESOLUTOIRE
NANTISSEMENTS DU FONDS DE COMMERCE
NANTISSEMENTS DE L'OUTILLAGE MATERIEL ET EQUIPEMENT
PROTETS
WARRANTS INDUSTRIELS

SUR : JAPI SA
NO RCS : B342757036
1ERE ADRESSE : 13 R DE L ANCIENNE
COMEDIE
75006 PARIS

| DATE | ORGANISME, CREANCIER | MONTANT | FICHER MIS A JOUR AU |
|--|----------------------|---------|-------------------------|
| *** PRIVILEGES DU TRESOR NEANT | | | 10/06/1998 |
| *** PRIV. SECURITE SOCIALE-REG. COMPLEMENTAIRE NEANT | | | 10/06/1998 |
| *** OPERATION DE CREDIT-BAIL EN MATIERE MOBILIERE NEANT | | | 10/06/1998 |
| *** PUBLICITES DE CONTRATS DE LOCATION NEANT | | | 10/06/1998 |
| *** PUBLICITES DE CLAUSES DE RESERVE DE PROPRIETE NEANT | | | 10/06/1998 |
| *** PRIVILEGES DE VENDEUR ET ACTION RESOLUTOIRE NEANT | | | 10/06/1998 |

*** NANTISSEMENTS DU FONDS DE COMMERCE
NEANT

10/06/1998

*** NANTISSEMENTS DE L'OUTILLAGE MATERIEL ET EQUIPEMENT
NEANT

10/06/1998

*** PROTETS
NEANT

10/06/1998

*** WARRANTS INDUSTRIELS
NEANT

10/06/1998

DROITS DE GREFFE
DECRET DU 10/10/86
PRIV. TRESOR (60) 13,20
SECU. SOCIALE (65) 13,20
CREDIT-BAIL (83) 13,20
CONTRAT LOCAT. (83) 13,20
CLAUSE RESERVE (83) 13,20
PRIV. VENDEUR (70) 13,20
FONDS COMMERCE (70) 13,20
MAT. OUTILLAGE (70) 13,20
PROTETS (87) 13,20
WARR. INDUSTRIEL(78) 13,20

TOTAL HT 132,00
TVA 27,19

TOTAL TTC 159,19

ETAT CONFORME AUX REGISTRES DU GREFFE DELIVRE LE 11/06/1998,
ETABLI SUR 2 PAGES

LE GREFFIER,



ion : 000030 SALLE (POURBOIRES)

Plan de paie : 100 POURBOIRES NON CADRES

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|----------------------------|----------------------|
| 1600 | M RAYNEL JOEL | SECOND MAITRE D'HOTE |
| 1479 | M MOINE PATRICK | SECOND MAITRE D'HOTE |
| 1799 | M LEPELTIER ERIC | SECOND MAITRE D'HOTE |
| 0005 | M BINDY HANS PETER | MAITRE D'HOTEL |
| 1807 | M SOURBELLE CLAUDE | MAITRE D'HOTEL |
| 1711 | M MAZURKIEWICZ ERIC | MAITRE D'HOTEL |
| 1408 | M GOUEDARD CHRISTOPHE | MAITRE D'HOTEL |
| 1823 | M DUBOIS EMMANUEL | MAITRE D'HOTEL |
| 0225 | M BANBUCK THIERRY | MAITRE D'HOTEL |
| 1726 | MLE MICHAUD SOPHIE | MAITRE D'HOTEL |
| 1779 | M MULLER PATRICK | MAITRE D'HOTEL |
| 1609 | M TESTAUD DE MARCHAIN ERIC | MAITRE D'HOTEL |
| 1797 | MLE DEVID SYLVIE | HOTESSE |
| 1827 | MLE LEGENDRE CLAIRE | HOTESSE |
| 1814 | MLE SANOGO AMINATA JULIA | HOTESSE |
| 1830 | M PIRON LAURENT | CHEF DE RANG |
| 1831 | MLE OLIVEIRA SANDRA | CHEF DE RANG |
| 1777 | M DAUDE FRANCOIS | CHEF DE RANG |
| 1806 | M CALABRESE FRANCESCO | CHEF DE RANG |
| 1808 | M VAGNER ERIC | CHEF DE RANG |
| 1613 | M JARDONNET JEROME | CHEF DE RANG |
| 1753 | M CLEMENT FREDERIC | CHEF DE RANG |
| 1782 | M GENOD NOEL | CHEF DE RANG |
| 1521 | M BATTUT FREDERIC | CHEF DE RANG |
| 1508 | M DINI ENNIO | CHEF DE RANG |
| 1712 | M LORDIER CHRISTIAN | CHEF DE RANG |
| 1783 | M MAREAU PASCAL | CHEF DE RANG |
| 1661 | MME VIDAL HAUDE | CHEF DE RANG |
| 1692 | M SILVA YVES | CHEF DE RANG |
| 1817 | M GUILLEMIN CEDRIC | DEMI-CHEF DE RANG |

Plan de paie : 150 POURBOIRES CADRES

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|---------------------|-----------------|
| 051815 | MLE CHARLES JESSICA | COMMIS DE SALLE |
| 051800 | M MANSUY OLIVIER | COMMIS DE SALLE |
| 051676 | M VESAIGNE CEDRIC | COMMIS DE SALLE |
| 051822 | M PAILLARD QUENTIN | COMMIS DE SALLE |
| 051805 | M COSSE TUGDUAL | COMMIS DE SALLE |
| 051820 | M BOSSARD LUDOVIC | COMMIS DE SALLE |
| 051829 | M VIZIOZ NICOLAS | COMMIS DE SALLE |
| 051821 | M QUEMENEUR FABRICE | COMMIS BAR |
| 051775 | M AUBER LOIC | COMMIS BAR |
| 051769 | M BARON FREDERIC | COMMIS BAR |
| 051816 | MLE GIRET AUDREY | COMMIS BAR |
| 051825 | M BOUZIRI MANOUBI | COMMIS BAR |
| 051729 | M MARTINET BENOIT | COMMIS BAR |
| 051671 | M ROBERGEAU DENIS | COMMIS BAR |
| 051688 | M DUBOIS PHILIPPE | COMMIS BAR |
| 051793 | M DUONG MANH HUNG | COMMIS BAR |

Plan de paie : 600 APPRENTIS

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|--------------------|----------------------|
| 050047 | M COEFFIER PATRICK | PREMIER MAITRE D'HOT |

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|------------------------------|----------------|
| 051637 | M NICOLAU ELIAS (APP) | APPRENTI SALLE |
| 051636 | MLE MAUCLAIR STEPHANIE (APP) | APPRENTI SALLE |
| 051738 | MLE MOREAU STEPHANIE (APP) | APPRENTI SALLE |
| 051747 | M FORGET JEAN-MICHEL (APP) | APPRENTI SALLE |
| 051735 | M CORBIN JEAN-PHILIPPE (AP) | APPRENTI SALLE |

JAPI
JAPI

JAPI
JAPI

Section : 000023 LEGUMIER CAVISTE POISSONNIER

Section : 000022 ARRIERE-CUISINE

Section : 000021 CUISINE

Plan de paie : 400 SALARIES MENSUELS NON CADRES

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|---------------------|---------|
| 050644 | M IBOUANGA DONATIEN | CAVISTE |

Plan de paie : 400 SALARIES MENSUELS NON CADRES

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|---------------------|----------|
| 050003 | M TAKALI BELAID | PLONGEUR |
| 051801 | M FATAMA BEIDY | PLONGEUR |
| 051772 | M DIAKITE MOHAMED | PLONGEUR |
| 051115 | M DABO SEKOU DIAYE | PLONGEUR |
| 051592 | M DOUCOURE HOUNE | PLONGEUR |
| 051620 | M DIAGOURAGA BAKARA | PLONGEUR |
| 051679 | M CISSE HOUNE | PLONGEUR |
| 051693 | M DEMBA CAMARA | PLONGEUR |
| 051706 | M AHAMADOU KANOUTE | PLONGEUR |
| 051717 | M NOMOKO MOUSSA | PLONGEUR |
| 051832 | M DABO ALDOULAYE | PLONGEUR |

Plan de paie : 400 SALARIES MENSUELS NON CADRES

| i. | Nom et prénom | Emploi |
|-----|----------------------|-------------------|
| 99 | M PROENCA PATRICK | CHEF DE CUISINE |
| 79 | M LEBRIS PATRICK | SECOND DE CUISINE |
| 13 | M CRETINOIR ALAIN | CHEF DE PARTIE |
| 26 | M CARADEUC JULIEN | CHEF DE PARTIE |
| 67 | M LAROSE SYLVAIN | CHEF DE PARTIE |
| 76 | M BOVE DAVID | CHEF DE PARTIE |
| 18 | M LE MOING JACKY | CHEF DE PARTIE |
| 26 | M MARGERY PATRICK | CHEF DE PARTIE |
| 84 | M ORTEGA ALFREDO | CHEF DE PARTIE |
| 111 | M BELAMY OLIVIER | PATISSIER |
| 46 | M SEGALA MICHAEL | PREMIER COMMIS |
| 89 | M DONNIOU FREDERIC | PREMIER COMMIS |
| 58 | M FRIQUET DAVID | COMMIS DE CUISINE |
| 774 | M FOURNIER EMMANUEL | COMMIS DE CUISINE |
| 767 | M DELFOLLY SYLVAIN | COMMIS DE CUISINE |
| 763 | M LEMAIRE MARTIAL | COMMIS DE CUISINE |
| 819 | M DEL- NISTA PATRICE | COMMIS DE CUISINE |
| 828 | M CLAEYS RUDY | COMMIS DE CUISINE |

Plan de paie : 510 CQ MENSUELS

| i. | Nom et prénom | Emploi |
|-----|-------------------------|----------------|
| 733 | M HAMANN FREDERIC (CQ) | AIDE CUISINE |
| 650 | M KEIME CHRISTOPHE (CQ) | AIDE CUISINE |
| 634 | M LE PHUEZ CARINE (CQ) | AIDE CUISINE |
| 732 | M PONTROUE SYLVAIN (CQ) | AIDE PATISSIER |

Plan de paie : 600 APPRENTIS

| i. | Nom et prénom | Emploi |
|------|----------------------|------------------|
| 1737 | M LEVASSEUR AURELIEN | APPRENTI CUISINE |

JAPI
JAPI

Section : 000041 ADMINISTRATIF SALLE

Plan de paie : 350 ADMINISTRATIFS MENSUELS CADRES

| Matri. | Nom et prénom | Emploi |
|--------|--------------------|---------------------|
| 050318 | M GRANDJEAN GILLES | DIRECTEUR D'ETABLIS |

Section : 000040 SERVICES ADMINISTRATIFS

Plan de paie : 300 ADMINISTRATIFS NON CADRES

| N. | Nom et prénom | Emploi |
|----|-------------------|----------------------|
| 45 | MME DONATI REGINE | SECRETARE DE DIRECT |
| 30 | M METIVIER JEROME | CONTROLEUR DE GESTIO |
| 24 | M FRANK ANTOINE | ECONOME |
| 16 | MLE DORIDOT ODILE | ECONOME |

Plan de paie : 600 APPRENTIS

| N. | Nom et prénom | Emploi |
|-----|-------------------------|----------------------|
| 640 | M FREULON OLIVIER (APP) | ASSISTANT ADMINISTRA |

RENOUVELLEMENT DE BAIL

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE

8ème Arr. Not. et Étude. par-Ch. 18

le 18 NOV 1987

260

9

100

714

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- "**SCI DU 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE**", Société Civile Immobilière au capital de 2.500.000 F, dont le siège social est 13 rue de l'Ancienne Comédie - 75006 PARIS, immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS sous le numéro D 306 168 659, représentée par Monsieur **Michel DEROUSSENT**, gérant.

Ci-après dénommée

"LE BAILLEUR"

- "**JAPI**", Société Par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000 F, dont le siège social est 13 rue de l'Ancienne Comédie, immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS sous le numéro B 342 757 036, représentée par Monsieur **Jacques BLANC**, en sa qualité de représentant de la Société PJB HOLDING, Président.

Ci-après dénommée

"LE PRENEUR"

LESQUELS, préalablement au RENOUVELLEMENT DE BAIL objet des présentes, ont tout d'abord exposé ce qui suit :

EXPOSE

1°/ Bail du 14 décembre 1987

Suivant acte sous seing privé en date à PARIS du 14 décembre 1987 non enregistré la SCI DU 13 RUE DE L'ANCIENNE COMEDIE, a fait bail et donné à loyer à titre commercial à la SA JAPI, pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1er novembre 1987 pour se terminer à pareille époque de l'année 1996, les locaux ci-après désignés, dépendant d'un ensemble immobilier situé à PARIS (75006), 13 rue de l'Ancienne Comédie, savoir :

M D

13

DESIGNATION

AU REZ-DE-CHAUSSEE :

- Trois Salles, Cuisine, Office, Vestiaire, Réserves, Sanitaires.

AU 1ER ETAGE :

- Sur rue : quatre Salles, Office et Sanitaires.
- Sur cour : deux Salles, un Studio équipé d'une douche et d'un W.C. :

A MI-ETAGE ENTRE LE 1ER ETAGE ET LE 2E ETAGE:

- Un bureau avec W.C. donnant accès en montant par un escalier à un second bureau et en descendant quelques marches à un autre bureau.

AU 2E ETAGE :

- Une Salle

AU SOUS-SOL :

- Un ensemble de caves destinées à être aménagées, aux frais du preneur, pour l'activité de spectacles musicaux.

Ledit bail a eu lieu sous diverses charges et conditions ci-après littéralement rapportées :

"CHARGES ET CONDITIONS

"Le présent bail est fait aux charges et conditions ordinaires et de droit et notamment à celles "ci-après que le preneur s'oblige d'exécuter exactement sans pouvoir exiger aucune indemnité "ni diminution du loyer ci-après fixé :

"1°/ De prendre les lieux loués dans leur état actuel, tous les travaux d'installation et de "décoration intérieurs et extérieurs restant entièrement à sa charge, sans pouvoir exiger aucune "réparation à son entrée en jouissance, ni pendant toute la durée du bail, le bailleur n'ayant à "sa charge que celles prévues aux articles 605 et 606 du Code Civil.

"2°/ De garnir les lieux loués et de les tenir constamment garnis en meubles, matériel et "marchandises de valeur et en quantité suffisante, pour répondre du paiement exact des loyers

MD

"et de l'accomplissement des charges du présent bail et de tenir toujours les locaux ouverts et
"achalandés.

"3°/ D'entretenir les lieux loués et de les rendre en fin de jouissance en bon état de réparations
"locatives et d'entretien, étant entendu que lors de la prise de possession, si l'une des parties
"l'exige, il sera fait en double, un état des lieux par l'architecte du bailleur aux frais du
"preneur.

"Les devantures en bois et fermetures en fer devront être entretenues en bon état de
"fonctionnement, graissage et réparation par le preneur sans que le bailleur ait à intervenir
"pour quelque cause que ce soit.

"Les vitrages recouvrant certaines parties de magasins ou ateliers qui pourraient exister, seront
"entretenus par le preneur à ses frais, et il ne pourra exercer aucun recours contre le bailleur à
"raison des dégâts causés par des infiltrations d'eau provenant desdits vitrages.

"4°/ De souffrir et laisser faire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, ni diminution de
"loyer, toutes les grosses et menues réparations que le bailleur fera faire dans l'immeuble, tous
"bouchements de vides de cours et courettes, jours de souffrance dans les murs mitoyens et
"toutes constructions voisines pouvant diminuer le jour et la vue, ainsi que tous travaux
"d'amélioration, transformation et constructions nouvelles que le bailleur jugerait convenable
"de faire exécuter, leur durée excédant-elle quarante jours.

"5°/ De ne pas faire de travaux de percement ou de démolition sans le consentement exprès et
"par écrit du bailleur. Tous embellissements, aménagements et améliorations faites par le
"preneur resteront en fin de bail, la propriété du bailleur. D'effectuer tous les travaux
"nécessaires à la réalisation des activités autorisées au 6°/ sous le contrôle et l'approbation de
"l'architecte du propriétaire. La ventilation devra être modifiée pour éviter les nuisances
"actuelles de bruit et d'odeurs.

"6°/ De ne pouvoir exercer dans les lieux loués que le commerce de : RESTAURANT -
"SALON DE THE- BRASSÉRIE- GLACIER - BAR - TRAITEUR- DINERS SPECTACLES
"et au sous-sol exclusivement SPECTACLES MUSICAUX à l'exclusion de tout autre.

"A charge par lui de se faire délivrer toutes autorisations administratives et de police s'il y a
"lieu et à isoler préalablement les locaux de façon à éviter toutes nuisances.

"7°/ De veiller à ce que la tranquillité du voisinage ne soit troublée en aucune manière par le
"fait du preneur ou des gens de son service.

"8°/ De ne pouvoir céder son droit au présent bail qu'en totalité à un successeur dans son
"commerce et en restant garant solidaire du cessionnaire ; de ne pouvoir sous-louer sans le
"consentement exprès et par écrit du bailleur.

MD
"Le preneur est cependant autorisé à domicilier précairement une Société filiale à 34% au
"moins de la Société JAPI pour les activités de Spectacles Musicaux au sous-sol. Etant ici
"précisé que cette domiciliation ne pourra jamais donner lieu à une revendication de propriété
"commerciale par la tierce Société.

"En cas de cession, un exemplaire de la cession devra être remis gratuitement au propriétaire
"dix jours au plus tard avant l'expiration du délai d'opposition.

"En considération des activités autorisées par le bailleur, de la possibilité de domiciliation et
"les autorisations de travaux nécessaires à la réalisation des activités, le preneur versera au
"bailleur à titre d'indemnité de délivrance de bail, une somme de CINQ MILLIONS SEPT
"CENT MILLE FRANCS (5.700.000 F) payable 50% à trente jours de la signature du présent
"bail et 50% six mois plus tard.

"Il est ici stipulé que ladite somme de CINQ MILLIONS SEPT CENT MILLE FRANCS
"(5.700.000 F) est définitivement acquise au bailleur sans qu'il puisse être tenu d'en restituer
"tout ou partie au preneur pour quelque cause que ce soit alors même que le bail prendrait fin
"avant son expiration normale et sans que le locataire puisse imputer une partie quelconque sur
"le montant du loyer ci-après fixé.

"9°/ De payer les contributions personnelle, mobilière, taxe professionnelle, taxe locative et
"autres de toute nature le concernant particulièrement ou relatives à son commerce auxquelles
"les locataires sont ou pourront être assujettis ; de supporter la taxe d'enlèvement des ordures
"ménagères, la taxe d'écoulement à l'égout, la taxe de balayage, toutes nouvelles
"contributions, taxes municipales ou autres et augmentations d'impôts pouvant être créées à la
"charge des locataires, de la nature et sous quelque dénomination que ce puisse être et de
"rembourser au bailleur les sommes avancées par lui à ce sujet avec chaque terme de loyer ;
"seul, l'Impôt Foncier restera à la charge du bailleur.

"10°/ D'acquitter par quart, en même temps que chaque terme de loyer, à titre de contribution
"aux charges de la maison, autres que celles pouvant résulter des autres articles des présentes,
"sa quote-part de prestations telle que prévues à la Loi du 1er Septembre 1948 modifiée.

"11°/ De payer de la même manière pour les eaux de la Ville sa propre consommation, étant
"bien entendu qu'il ne pourra être fait aucune réclamation pour l'interruption dans le service
"provenant soit du fait de l'Administration qui en dispose, soit des travaux en réparations, soit
"des gelées.

"12°/ De satisfaire à toutes les charges de Ville, de Police et de voirie, dont les locataires sont
"ordinairement tenus, le tout de manière que le bailleur ne puisse être aucunement inquiété ni
"recherché à ce sujet.

"13°/ De faire le service de l'approvisionnement par les accès destinés à cet effet.

"De n'exposer aux fenêtres et aux murs de la maison en dehors de la devanture, aucune
"enseigne, ni caisses ni aucun objet de quelque nature que ce soit.

"Les approvisionnements et la sortie des poubelles ne devront jamais entraîner des nuisances
"dues aux déchets dans le couloir de l'immeuble que le preneur devra maintenir en parfait état
"de propreté.

"14°/ De faire assurer à ses frais, contre l'incendie et l'explosion du gaz ou électricité, son mobilier et ses risques locatifs par une compagnie notoirement solvable, et de justifier à toute réquisition de l'acquit des primes et cotisations.

"15°/ De faire ramoner autant de fois qu'il sera nécessaire, les cheminées, poêles et fourneaux par le fumiste du propriétaire.

"16°/ De laisser pénétrer à toute réquisition du bailleur dans les lieux loués, pour l'examen, la réparation ou l'établissement des conduites d'eau, de vapeur, d'électricité, d'écoulement à l'égout ou autres.

"17°/ En aucun cas, le propriétaire ne pourra être responsable de tous vols qui pourraient être commis chez le locataire ; ce dernier ne pourra donc réclamer au propriétaire aucune indemnité, ni dommages et intérêts.

"18°/ Au cas où la profession ou le commerce du preneur entraînerait un supplément de prime d'assurance pour le bailleur, ce supplément serait à la charge du preneur."

Ledit bail a été consenti et accepté moyennant un loyer annuel en principal de SEPT CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (750.000 F) hors taxes, stipulé payable à termes échus, en quatre termes et paiements égaux, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Pour sûreté et garantie de l'exécution des obligations de toute nature dudit bail à la charge du preneur, celui-ci a consenti au bailleur une caution bancaire, délivrée par la Banque Nationale de PARIS, le 21 février 1991, à concurrence de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (375.000 F).

Il a eu lieu en outre sous les conditions particulières suivantes :

"CONDITIONS PARTICULIERES

"Le preneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour sauvegarder les médaillons situés dans la salle du rez-de-chaussée et représentant respectivement les portraits de Messieurs Jean Le Rond d'ALEMBERT, Jean-Jacques ROUSSEAU et Alexis PIRON.

"Il en est de même pour les tables ayant appartenu à Messieurs François-Marie VOLTAIRE et Jean-Jacques ROUSSEAU.

"Ces médaillons et tables restant attachés à l'immeuble."

MD

13

2°/ Avenant du 21 novembre 1988 - Adjonction de locaux

Suivant acte sous seing privé en date à PARIS du 21 novembre 1988, non enregistré, le loyer ci-dessus a été porté à la somme de SEPT CENT SOIXANTE MILLE FRANCS (760.000 F) par suite de l'adjonction, à compter du 1er juin 1988, de divers locaux dépendant de l'immeuble ci-dessus décrit, savoir :

AU SOUS-SOL

Un ensemble de caves destinées à être aménagées, s'il y a lieu, aux frais du preneur ;

D'un commun accord entre les parties, le montant du dépôt de garantie, couvert par la caution bancaire restant inchangé.

3°/ Avenant du 28 février 1991 - Révision triennale

Suivant acte sous seing privé en date à PARIS du 28 février 1991, non enregistré, le loyer annuel a été porté à la somme de HUIT CENT ONZE MILLE HUIT CENT TRENTE DEUX FRANCS (811.832 F) à compter du 1er novembre 1990.

D'un commun accord les parties ont maintenu la caution bancaire à hauteur de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (375.000 F).

4°/ Avenant du 14 février 1994 - Révision triennale

Suivant acte sous seing privé en date à PARIS, du 14 février 1994, non enregistré, le loyer annuel a été porté à la somme de HUIT CENT SOIXANTE TROIS MILLE SIX CENT VINGT SIX FRANCS (863.626 F) à compter du 1er Novembre 1996.

D'un commun accord, les parties ont maintenu la caution bancaire à hauteur de TROIS CENT SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (375.000 F).

5°/ Congé avec offre de renouvellement

Suivant acte signifié par Maître Pascal ROBERT, Huissier de Justice à PARIS, le 16 avril 1996, le bailleur a donné congé au preneur des lieux susdésignés pour le 31 octobre 1996 avec offre de renouvellement pour 3, 6 ou 9 ans, au choix du preneur, et moyennant un loyer annuel en principal de NEUF CENT DOUZE MILLE FRANCS (912.000 F), comprenant la jouissance d'une terrasse au dessus du bâtiment donnant sur la Cour du Commerce.

Le preneur ayant donné son accord au bailleur sur ces conditions, et

CECI EXPOSE, IL EST PASSE AU RENOUELEMENT DE BAIL, OBJET DES PRESENTES.

M D

/

RENOUVELLEMENT DE BAIL

Monsieur Michel DEROUSSANT, ès-qualité, soussigné de première part, a par ces présentes déclaré renouveler au profit de la SA JAPI, soussignée de seconde part, qui accepte, le bail susénoncé, pour une durée de **NEUF ANNEES entières et consécutives à compter du 1er novembre 1996, pour finir à pareille époque de l'année 2005.**

Le renouvellement porte sur les locaux ci-après désignés.

DESIGNATION

Ville de PARIS (75006)

Dans un ensemble immobilier situé 13 rue de l'Ancienne Comédie, les locaux ci-après :

AU REZ-DE-CHAUSSEE :

- Trois Salles dont une avec entrée sur le passage cour du commerce, Cuisine, Office, Vestiaire, Salon d'accueil et Bar.

AU 1ER ETAGE :

- Sur rue : quatre Salles.
- Sur cour : Office, Sanitaires et Bar.

A MI-ETAGE ENTRE LE 1ER ETAGE ET LE 2E ETAGE:

- Un bureau avec W.C. donnant accès en montant par un escalier à un second bureau et en descendant quelques marches à un autre bureau.

AU 2E ETAGE :

- Une Salle

AU SOUS-SOL :

- Un ensemble de caves aménagées à usage de cuisines, pâtisseries et réserves.

MD

B

Etant précisé que deux caves dépendant du sous-sol sont exclues de la présente location.

Jouissance d'une terrasse au dessus du bâtiment donnant sur la Cour du Commerce, jouissance limitée à l'installation d'une climatisation.

Un état des surfaces utiles, dressé par la SCPA Cabinet d'Architectes Associés, Architecte du preneur, 53 rue de la Victoire - 75009 PARIS, mis à jour en décembre 1988 est annexé aux présentes.

Le présent renouvellement est consenti et accepté sous les charges et conditions générales et particulières ci-dessus relatées, que le preneur s'oblige à exécuter sans pouvoir exiger aucune indemnité ni diminution de loyer.

LOYER

En outre, le présent renouvellement de bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de NEUF CENT DOUZE MILLE FRANCS (912.000 F) hors taxes.

Tous paiements auront lieu au domicile du bailleur ou en tout autre endroit indiqué par lui.

Le preneur s'oblige à payer ledit loyer au bailleur, trimestriellement à terme échu, les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Le loyer de renouvellement s'appliquera au terme du 31 décembre 1996 pour les mois de novembre et décembre de la même année.

Le preneur paiera en outre, en sus du loyer ci-dessus fixé, sa quote-part de prestations et charges comme définies ci-dessus.

INDEXATION DU LOYER

Les parties expliquent que le montant du loyer a été déterminé en prenant pour indice de base, l'indice national du coût de la construction du 4ème Trimestre 1995 tel qu'il a été établi par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.) ; lequel indice est de 1013 sur la base de 100 au quatrième trimestre de l'année 1953.

Les parties conviennent expressément :

1° - Que le loyer de la première période triennale s'appliquera sans variation.

2° - Que le loyer sera réévalué tous les 3 ans à compter de la date de départ du présent renouvellement, avec effet pour les trois années entières écoulées et pour la première fois, au 1er novembre 1999 en fonction de la variation en plus ou en moins de l'Indice National du Coût de la Construction.

MD

Il est précisé que l'Indice de référence à prendre en considération, pour le calcul du loyer indexé, sera celui du 4ème trimestre de l'année précédant celle au cours de laquelle l'indexation sera effectuée.

Ainsi, le loyer réévalué sera égal au montant du loyer présentement convenu, multiplié par la fraction dont le numérateur sera l'indice de référence et le dénominateur, l'indice de base, selon la formule suivante :

$$\text{LR (Loyer Révisé)} = \text{LI (Loyer Initial)} \times \frac{\text{IR (Indice de Référence)}}{\text{IB (Indice de Base)}}$$

L'indexation prendra effet sans que les parties soient tenues à aucune notification préalable.

En cas de retard dans la publication de l'Indice, le preneur sera tenu de payer à titre provisionnel un loyer égal à celui du trimestre précédent, l'ajustement sera effectué dès la publication de l'Indice.

Cette indexation annuelle du loyer ne mettra pas obstacle aux demandes de révisions légales, faites éventuellement par l'une des parties, en application de l'article 27 du décret du 30 septembre 1953.

DEPOT DE GARANTIE

Pour sûreté et garantie de l'exécution des obligations de toute nature du présent bail à la charge du preneur, ce dernier a consenti au bailleur une caution bancaire de QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE FRANCS (456.000 F).

Cette caution sera maintenue par le preneur pendant toute la durée du bail jusqu'au règlement entier et définitif de tous les loyers et de toutes les indemnités de quelque nature qu'elles soient que le preneur pourrait devoir au bailleur à l'expiration du bail et à sa sortie des locaux.

Dans le cas de résiliation du bail par inexécution de ses conditions ou pour une cause quelconque imputable au preneur, cette somme de QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLE FRANCS (456.000 F) sera acquise au bailleur à titre de dommages-intérêts, sans préjudice de tous autres et devra, dès constatation des faits, être versée au bailleur par le preneur ou la caution.

Il est expressément convenu qu'en cas de variation du loyer ainsi qu'il a été prévu ci-dessus, la somme cautionnée à titre de dépôt de garantie devra être augmentée ou diminuée dans la même proportion pour être mise en harmonie avec le nouveau loyer et ce, sous quinzaine de la constatation du nouveau loyer, de façon à ce que le dépôt de garantie soit toujours d'un montant égal à six mois de loyers.

M D

CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de loyer ou d'un rappel dû à la suite d'une décision amiable ou judiciaire, ainsi que des frais de commandement et autres frais de poursuites ou encore d'inexécution d'une seule des conditions du bail - conditions qui, toutes, sont de rigueur -, et un mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter, contenant déclaration par le bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause et mentionnant ce délai, demeuré infructueux, le présent bail sera résilié de plein droit, si bon semble au propriétaire, même dans le cas de paiement ou d'exécution postérieurs à l'expiration du délai ci-dessus, sans qu'il soit besoin de formalités judiciaires et si, dans ce cas, le locataire refusait de quitter les lieux loués, il suffirait, pour l'y contraindre, d'une simple ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de PARIS, exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. En ce cas, le montant du dépôt de garantie, ainsi qu'il a été constaté et précisé ci-dessus, restera acquis au bailleur à titre d'indemnité, à forfait, sans préjudice de tous autres dommages-intérêts s'il y a lieu.

DECLARATIONS DU BAILLEUR

Le bailleur déclare :

- Qu'il n'est sous l'empire d'aucune restriction conventionnelle ou légale de contracter le présent bail commercial.
- Qu'à sa connaissance, les biens loués ne font l'objet d'aucune mesure d'expropriation en cours, que ces biens ne sont pas situés dans un secteur de rénovation et plus généralement qu'aucune mesure actuelle d'urbanisme n'est susceptible de remettre en cause la jouissance résultant du présent bail.
- Qu'il n'existe aucune restriction à l'utilisation définie ci-dessus des biens loués.

ENREGISTREMENT

Les parties requièrent l'enregistrement des présentes.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, seront supportés par le preneur qui s'y oblige.

MD

[Signature]

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le bailleur en son siège social,
- le preneur dans les lieux loués.

Fait en trois exemplaires,
dont un pour l'enregistrement,
A PARIS,
L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT SEIZE,
LE 31 Octobre et le 12 Novembre

Lu et approuvé
Pour la Société S.C.I. 13 rue de
l'Ancienne Comédie

M. Guillet

JAPI
LE PROCOPE
S.A.S. au Capital de 1.000.000 F
13, rue de l'Ancienne Comédie
75006 PARIS - Tél. : 01 40 46 79 00
RCS Paris B 342 757 036

Lu et approuvé

[Signature]

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION
 D'UN DÉBIT DE BOISSONS A CONSOMMER SUR PLACE

~~D'OUVERTURE~~
 DE MUTATION (1)
~~DE TRANSLATION~~

(Art. 31 et 32 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme)

Concernant le débit de boissons de **4^e** Catégorie

sis à PARIS 6^e arr^e, rue de l'Ancienne Comédie n° 13
 Raison sociale SAS "JAPI"
 Propriétaire (3) SA "PJB HOLDING PCA BLANC Pierre
 Domicilié à PARIS 9^{ème} rue Bld des Capucines n° 4
 Date de la précédente déclaration 27 Novembre 1987

Je soussigné(e), (3) BLANC Jacques épouse
 né(e) le 18 Juin 1947 à Neuilly-sur-Seine Dép HAUTS DE SEINE
 Profession Directeur Général Nationalité française
 Domicilié(e) à PARIS 9^{ème} xxx Bld des Capucines n° 4
 Agissant en qualité de ~~PROPRIÉTAIRE~~ Directeur Général de la
 SA "PJB HOLDING" Présidente de la SAS "JAPI"

DÉCLARE VOULOIR :

Exploiter à partir du 19 JUILLET 1996 le débit de boissons susvisé.
 Ce débit était précédemment tenu par M (3) lui-même
 en qualité de ~~propriétaire~~ gérant (1) PCA de la
 SA "JAPI"

~~Transférer~~
 installé à PARIS

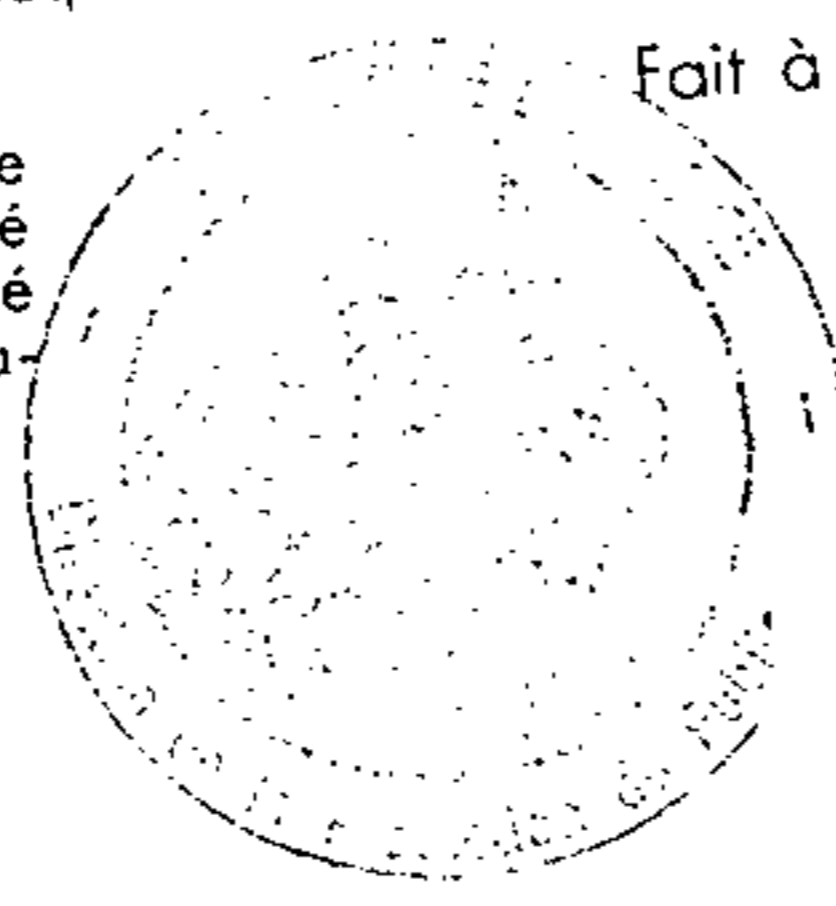
Il (elle) a certifié

- 1° ne pas être justiciable des articles 54, 55 et 56 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme ;
- 2° que le débit en question répond aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux zones protégées ;

De laquelle déclaration, le présent récépissé lui est délivré conformément à la Loi.

Fait à PARIS, le 4 JUILLET 1996.

Le présent récépissé ne comporte garantie ni du droit d'exploiter un débit, ni de la validité du titre de propriétaire ou de gérant invoqué par le déclarant ni de l'exactitude des déclarations susmentionnées.



P. LE PRÉFET DE POLICE
 P. LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DU PUBLIC
 Le Chef du 2^e Bureau
 Le Secrétaire Administratif Chef de Ser

Jacqueline COLA

EXO 10166

(1) Rayer les mentions inutiles. — (2) Éventuellement. — (3) Nom en capitales et prénoms.



13, Rue de l'Ancienne Comédie • 75006 PARIS

Tél. 01 40 46 79 00 - Fax 01 40 46 79 09

LISTE DES CONTRACTANTS

| | N° CONTRAT | DATE CONCLUSION | DATE EXPIRATION |
|---------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| AMERICAN EXPRESS | 949131798-8 | 24/11/1987 | Indéterminée |
| DINERS CLUB | 075BB18173 | 07/12/1987 | 1 an |
| AMBOILE CHIMIE | 7500062101 | 01/01/1991 | 1 an |
| APAVE | 60/140/A101 | 04/06/1992 | 1 an |
| BBS | 95-202RB | 05/12/1995 | 1 an |
| BERKEL | 753938 | 01/01/1990 | 1 an |
| TBN | / | 01/01/1992 | 1 an |
| GENERAL INCENDIE | 4474 | 01/07/1993 | 1 an |
| BURO HALL | MGC | 01/01/1997 | 1 an |
| PARISIENNE DES EAUX | 486337 | 02/11/1987 | |
| CRESTIA | / | 01/01/1991 | 1 an |
| EDF | 835 | 03/11/1987 | 1 an |
| SANELIS | 56169 | 01/07/1993 | 1 an |
| OTIS | 4500205S | 01/01/1996 | 1 an |
| GALICIER | / | 01/01/1992 | 1 an |
| GDF | 44443 | 03/11/1987 | 1 an |
| HOBART | A03588A | 26/03/1996 | 1 an |
| SARP | 97/3/364 | 08/12/1987 | 1 an |
| SOPRANET | D87/162 | 10/11/1987 | 1 an |
| TECHNIVAP | 10/75/1004/1 | 11/09/1989 | 1 an |
| ETB | 578 | 01/07/1997 | 1 an |
| CARTE SA | 9802001619 | 01/05/1998 | 1 an |
| CIAMT | 33481/040 | 01/01/1997 | 1 an |
| PJB HOLDING | / | 01/01/1993 | 1 an |
| PJB ACHATS | / | 01/01/1993 | 1 an |
| CAJA | / | 01/01/1991 | 1 an |

Site Internet
 "Les Frères Blanc"
<http://www.Blanc.net>

Les Frères Blanc